

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

GRAVELINES, le 10/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/06/2023

Contexte et constats

Publié sur 

PETIT PIERRE (Ex Delpierre) SA

ZI de Landacres
62360 Hesdin-l'Abbé

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G3\Petit_Pierre_Hesdin l'Abbé_070.03454\2_Inspections\
2023_06_29_levée de med\Petit Pierre_Hesdin l'Abbé_RAPVI_0007003454.odt
Code AIOT : 0007003454

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/06/2023 dans l'établissement PETIT PIERRE (Ex Delpierre) SA implanté ZI Landacres 62360 Hesdin-l'Abbé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PETIT PIERRE (Ex Delpierre) SA
- ZI Landacres 62360 Hesdin-l'Abbé
- Code AIOT : 0007003454
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles 2023 de la DREAL Hauts-de-France.

La visite avait pour objet de récoiler l'arrêté de mise en demeure du 3 novembre 2022 en contrôlant la mise en place du tri des cartons et plastiques souillés. Pour ce faire, l'inspection s'est déplacée sur l'aire de stockage des déchets et l'atelier "Envoi sauce".

Cette visite n'a pas été annoncée à l'exploitant.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivi d'une mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Attestation de valorisation	AP de Mise en Demeure du 03/11/2022, article 1	/	Sans objet
2	Mise en place du tri des emballages souillés	AP de Mise en Demeure du 03/11/2022, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une inspection a été effectuée le 21 juin 2023 au sein de l'établissement PETIT PIERRE à HESDIN L'ABBE. Elle permet de lever les points de non-conformité relevés dans le rapport du 30 août 2022. L'inspection propose à Monsieur le préfet du Pas-de-Calais d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 3 novembre 2022. Conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'Environnement, une copie du rapport est transmise à l'exploitant en annexe de la lettre de suites.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Attestation de valorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 03/11/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans un délai de 30 jours, la société Petit Pierre fourni au préfet l'attestation de valorisation émise par le prestataire qu'il aura choisi pour valoriser les déchets de papiers et cartons souillés.
Constats : L'exploitant a pu présenter à l'inspection l'attestation émise par le SUEZ RV NORD EST (Outreau 62) le 28/11/22 qui certifie la collecte et le traitement des déchets générés par Petit Pierre. Elle concerne : <ul style="list-style-type: none">- les cartons souillés,- les plastiques souillés. Les déchets sont traités en incinération sur l'incinérateur de Dunkerque. La mise en demeure peut être levée sur ce sujet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Mise en place du tri des emballages souillés

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/11/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans un délai de 30 jours, la société Petit Pierre fourni au préfet les documents attestant de la mise en place du tri des plastiques et cartons souillés pouvant bénéficier d'une valorisation.
Constats : L'exploitant nous a présenté : <ul style="list-style-type: none">- La procédure modifiée de gestion des déchets (réf ST/PR/03 indice B du 28/11/22) accompagnée de sa note de service,- Le registre des déchets. Les papiers et cartons souillés sont récupérés dans des cuiviers de 400 litres avec saches plastiques disposés dans les ateliers de production. Ils sont centralisés dans une benne fermée sur l'aire de stockage des déchets avant d'être récupérés par Suez puis être traités à l'incinérateur de Dunkerque.L'inspection de l'aire de stockage et de l'atelier "envoi sauce" (atelier où est produit la plus grande quantité de papiers et cartons souillés) n'appelle pas de remarques sur le tri de ces déchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet